



COMMUNIQUE

Le soit disant absentéisme dans la Fonction publique : Un prétexte pour de nouvelles suppressions d'emplois !

Dans un entretien rendu public aujourd'hui, Philippe MARINI –sénateur UMP de l'Oise et rapporteur général de la Commission des finances du Sénat- stigmatise l'absentéisme dans la Fonction publique.

Selon lui, « *le coût de ces absences s'élèverait à environ 100.000 emplois équivalents temps plein* ».

Précisons d'emblée que l'absentéisme dont il est question correspond aux arrêts maladie et accidents de travail. Que, par ailleurs, à la question « *dispose-t-on de chiffres fiables sur l'absentéisme ?* », le docte sénateur répond : « *Non, c'est bien là le problème...* ».

Bref, on sent tout de suite l'information sérieuse et pertinente.

Sur le fond, les personnels de l'Etat seraient coupables de s'arrêter, en moyenne, 13 jours par an et par agent. Environ la moitié de ces arrêts est d'ailleurs due aux graves maladies et longues affections et aux accidents du travail.

On ne voit pas qu'il y ait là quelque chose d'exorbitant.

Surtout que ce sont les professions les plus difficiles et les plus exposées pour lesquelles les arrêts sont les plus significatifs.

Certains voudraient-ils également supprimer toute notion même de protection sociale ?

En fait, pour Philippe MARINI, la vérité, c'est qu'il s'agit bel et bien d'un prétexte. Car, c'est le même, qui, il y a quelques jours, envisageait sans sourciller de supprimer 190.000 fonctionnaires de l'Etat d'ici à 2011 ! La ficelle est un peu grosse : puisque les agents de l'Etat sont sans cesse malades, on peut en supprimer un grand nombre sans même qu'on s'en rende compte.

La CGT ne peut que condamner ce qui relève de la démagogie et du dogmatisme.

Au fait, combien de jours d'absence au Sénat pour Philippe MARINI ?

Montreuil, le 29 juin 2006